

d'identifier ce qui menace les frontières nationales. La formation du NORAD était une étape vers l'exercice d'un contrôle *conjoint* sur l'espace aérien continental, et donc une affirmation de la souveraineté canadienne, pourvu que l'entente fût de nature clairement défensive et qu'elle ne fût pas liée à des modalités dont on aurait pu penser qu'elles menaçaient la sécurité soviétique. D'un autre côté, la stratégie navale des États-Unis semble définir l'Arctique comme un théâtre d'opérations offensives où la présence de sous-marins américains est nécessaire en temps de paix. Le dilemme reste entier : d'une part, il est difficile de justifier l'achat de sous-marins nucléaires pour contribuer à la *défense* de l'Amérique du Nord, si l'on s'en tient uniquement aux arguments énoncés ci-dessus; d'autre part, si les sous-marins nucléaires servent à renforcer la *surveillance* des eaux canadiennes, leur achat semble dirigé en partie (et peut-être surtout) contre notre principal allié.

Les sous-marins nucléaires ne sont que la concrétisation la plus frappante d'un dilemme plus général, à savoir la priorité qu'il faut accorder aux dépenses militaires par rapport aux autres dépenses gouvernementales. Un danger clair et immédiat pour la sécurité de l'Ouest, comme on en percevait un dans les années 1950, justifiait que l'on consacrait à la défense jusqu'à 6 p. 100 du produit national brut. Chaque fois qu'ils ont perçu une menace de cet ordre, comme en Corée en 1950 ou en Afghanistan en 1980, les États-Unis ont réagi. Le Canada a emboîté le pas en 1950, mais il ne l'a pas fait en 1980, et l'on ne voit pas comment il se laisserait persuader qu'il est en danger en 1988, avec M. Gorbatchev au pouvoir. En outre, la plupart des Canadiens et Canadiennes ont cessé de voir la participation de leur pays à la défense de l'Europe comme une obligation morale, même s'ils approuvent en général l'adhésion de leur pays à l'OTAN. Enfin, la protection contre d'autres dangers qui menacent le bien-être de chaque être humain et l'environnement va fatalement coûter de plus en plus cher dans l'avenir.

Le Canada peut difficilement invoquer la pauvreté pour justifier la diminution de ses dépenses militaires (il se classe au cinquième rang dans le monde, pour le revenu per capita, et au dixième rang, pour ce qui est du produit national brut). Ce qui est en cause, ce n'est pas le coût absolu, mais bien le rapport coût-avantages. Aucun parti politique canadien ne pourrait laisser notre armée rouiller sur pied ou dépérir au point de ne plus pouvoir se défendre. La solution de notre dilemme consiste à revoir les engagements qui ne sont plus justifiés à la lumière des circonstances ou des autres voies possibles, ou, du moins, à s'assurer que les Forces canadiennes peuvent les respecter avec de l'équipement polyvalent. Ainsi, des engins tels que les chars d'assaut ne sont au Canada d'aucune utilité, et l'achat d'un nouveau modèle destiné aux Forces stationnées en Europe ne peut signifier qu'une chose : les pouvoirs publics ont l'intention de laisser là-bas ces effectifs pour plusieurs années encore.

Parallèlement, nous devons nous préoccuper davantage

des mesures de démilitarisation du Nord qui seraient applicables et vérifiables. Les tendances actuelles de la politique soviétique laissent croire que des mesures de cet ordre ne sont pas impensables. Il est frappant de constater que l'URSS exerce manifestement des pressions sur ses amis et alliés pour qu'ils règlent les conflits régionaux et acceptent de le faire sous la surveillance de l'ONU. Le Grand Nord est un cas à part, bien sûr, étant donné que le territoire soviétique (comme le territoire américain) est en cause et que la surveillance des sous-marins pose des difficultés évidentes. Néanmoins, on pourrait très bien profiter de l'interlude dans la compétition militaire entre les deux superpuissances, et peut-être même les amener à renverser la vapeur. Il incombe tout naturellement au Canada de prendre l'initiative dans le seul secteur où il a un intérêt dominant, le Grand Nord. Les auteurs du Livre blanc ont perçu cet intérêt et l'ont souligné avec raison. Toutefois, leur argumentation repose sur l'hypothèse que la principale menace pour la sécurité du pays demeure un affrontement militaire entre l'Est et l'Ouest, et ils l'invoquent afin de justifier l'achat de matériel conçu pour la guerre conventionnelle. Cette hypothèse est commune à tous les alliés du Canada, il est vrai, mais aucun d'entre eux ne partage sa position stratégique particulière et donc son intérêt pour une réinterprétation de la notion de « sécurité » dans l'avenir.

Si l'on songe à ce que sera le XXI<sup>e</sup> siècle, on peut être raisonnablement sûr que le monde sera divisé, en gros, entre un Nord relativement stable et prospère et un Sud relativement pauvre et agité, et que cette division ira en s'accroissant, tant sur le plan démographique que sur le plan économique. L'un des grands défis à relever consistera à réorganiser le système des États-nations de manière à atténuer cette disparité, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, afin qu'elle n'entraîne pas des guerres civiles endémiques, des déplacements massifs de population et une dégradation croissante de l'environnement. Comment, par exemple, assurer un partage des ressources énergétiques mondiales qui procurera un niveau de vie acceptable à quelque 10 milliards d'humains sans causer un tort irréparable à l'atmosphère et aux océans? Comment maîtriser la technologie nucléaire de façon à éviter que des États ou des groupes désespérés ne l'utilisent à des fins destructives? Comment vérifier l'application des ententes de désarmement? Voilà le genre de questions qui influenceront de plus en plus sur le financement des moyens classiques de défense et de protection. Les armées ne doivent pas disparaître et elles ne disparaîtront pas, mais on leur confiera des tâches différentes; c'est ce qu'annoncent déjà les opérations de maintien de la paix organisées par l'ONU.

Si ce sont là quelques-uns des principaux défis qu'il faudra relever pour garantir la sécurité mondiale, les politiques de défense devront changer. Il est trop tôt pour affirmer que les politiques de défense soviétiques subissent une réelle transformation, mais on observe des signes